

Colloque DULBEA – 27 juin 2022 – ULB (salle Dupréel)

Quelle place pour Bruxelles dans une septième réforme de l'Etat ?

9h00 : Accueil

9h15 : Introduction de Madame Annemie Schaus, rectrice de l'ULB

9h30 : **Les spécificités de la Région de Bruxelles-Capitale**

Dans l'organisation de la Belgique fédérale, la Région de Bruxelles-Capitale présente de nombreuses particularités, tant au niveau institutionnel qu'en termes de finances publiques. Comme capitale économique et culturelle mais également comme ville bilingue et cosmopolite, Bruxelles bénéficie d'un pouvoir législatif différent de celui des autres régions et d'un financement particulier. L'objectif de cette intervention est de mettre en évidence certains points saillants liés à ces particularités.

Intervenants :

- Benoît Bayenet, professeur de finances publiques à l'ULB (DULBEA) et à l'ULiège et président du Conseil central de l'économie
- Maxime Fontaine, chercheur-doctorant en économie à l'ULB (DULBEA)

Discutant : Quentin Peiffer (ULB, Centre de droit public et social)

10h15 : **Vers une protection sociale bruxelloise ?**

Sur le plan de l'organisation institutionnelle des politiques sociales, le territoire bruxellois constitue un nœud particulièrement central, dans la mesure où la superposition des logiques régionale (Région de Bruxelles-Capitale), unicommunautaire (COCOF et Communauté flamande) et bicommunautaire (COCOM), que n'ont pas à endurer les autres régions du pays, y complexifie considérablement la donne. L'intervention proposera une analyse du sort réservé à Bruxelles dans le mouvement de dévolution des compétences au sein des matières sociales, puis soumettra à la discussion une proposition pour apaiser les difficultés causées par les réformes de l'État successives. Sera défendue la nécessité que Bruxelles dispose d'une commande plus centralisée sur les politiques sociales qui sont défédéralisées, afin de rendre possible la construction de politiques intégrées et cohérentes en matière de santé, d'action sociale, d'emploi et de formation professionnelle.

Intervenant :

- Daniel Dumont, professeur de droit de la sécurité sociale à l'ULB (Centre de droit public et social)

Discutant : Cedric Jenart, professeur de droit constitutionnel à l'Universiteit Antwerpen

11h15 : Pause-café

11h30 : **Quel impact d'une suppression des communautés sur le financement de la Région de Bruxelles-Capitale ?**

La Belgique à quatre régions est régulièrement présentée, en tout cas du côté francophone, comme une solution à la complexité du modèle institutionnel belge. La mise en place d'un tel modèle impliquerait une disparition des communautés et un transfert de leurs compétences aux régions, avec des enjeux particulièrement importants pour la Région bruxelloise comme centre institutionnel et culturel de la Belgique mais également comme pôle universitaire majeur. L'objectif de cette intervention est d'évaluer quelles pourraient être les conséquences budgétaires pour la Région bruxelloise d'une disparition des communautés.

Intervenant.es :

- Manon Pierrot, chargée de recherche à l'ULB (DULBEA)
- Sébastien Thonet, chargé de recherche à l'UNamur (CERPE)
- Jérôme Voglaire, chargé de recherche à l'UNamur (CERPE)

Discutant : Philippe Van Parijs (UCLouvain et KU Leuven)

12h30 : Pause-repas

13h30 : **Table-ronde d'acteurs bruxellois : Bruxelles à l'épreuve de sa complexité institutionnelle**

La Région de Bruxelles-Capitale, la COCOM, la VGC et la COCOF, mais également les Communautés flamande et française, dix-neuf communes, dix-neuf CPAS, six zones de police, ... Le territoire bruxellois est au centre de multiples intérêts qu'il reste compliqué de coordonner dans le cadre d'une gouvernance intégrée. Quelles sont les pistes d'amélioration à cadre institutionnel inchangé selon les acteurs de terrain et les chercheurs qui s'intéressent à ces questions ?

Intervenant.es :

- Christophe De Beukelaer, député régional Les Engagés
- Michel Hubert, professeur à l'USL-B, directeur de la revue *Brussels Studies* et président de l'Institut de recherches interdisciplinaires sur Bruxelles (IRIB)
- Jean-Paul Nassaux, collaborateur scientifique au Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP)
- Charles Picqué, bourgmestre PS de Saint-Gilles et ancien ministre-président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Parlement bruxellois
- Olivia P'tito, directrice générale de Bruxelles Formation
- Magali Verdonck, chercheuse qualifiée à l'USL-B

14h45 : Pause-café

15h00 : **Table-ronde d'acteurs bruxellois : Bruxelles à l'aube d'une septième réforme de l'Etat**

Comme l'accord du gouvernement De Croo le prévoit, une réorganisation des compétences entre l'autorité fédérale et les entités fédérées devrait voir le jour. Par ailleurs, d'aucuns parlent d'un modèle à quatre régions. Dans ce contexte, Bruxelles apparaît au cœur des enjeux du fait de sa position de capitale bilingue. Comment penser l'avenir de la Région à la faveur de la septième réforme de l'État à venir ?

Intervenant.es :

- Cristina Amboldi, directrice générale d'Actiris
- Alexia Bertrand, députée et cheffe de groupe MR au Parlement bruxellois
- Marc Bourgeois, professeur à l'ULiège
- Eric Buysens, directeur du bureau d'études de la FGTB Bruxelles
- Tania Dekens, fonctionnaire dirigeante d'Iriscare et ancienne administratrice générale de l'Agence fédérale pour les allocations familiales (Famifed)
- Olivier Willocx, administrateur délégué de BECI

16h15 : **Conclusion** : Ilan Tojerow, professeur à l'ULB et directeur du DULBEA

16h30 : Drink

